

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 1525

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(RUGGIERO)

e dal Ministro della giustizia

(CASTELLI)

di concerto col Ministro dell'interno

(SCAJOLA)

col Ministro della difesa

(MARTINO)

e col Ministro dell'economia e delle finanze

(TREMONTI)

(V. Stampato Camera n. 2074)

approvato dalla Camera dei deputati il 19 giugno 2002

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 21 giugno 2002*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale per la repressione degli attentati terroristici mediante utilizzo di esplosivo, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite a New York il 15 dicembre 1997, e norme di adeguamento dell'ordinamento interno

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale per la repressione degli attentati terroristici mediante utilizzo di esplosivo, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite a New York il 15 dicembre 1997.

Art. 2.

1. Piena e intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 22 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. Dopo l'articolo 280 del codice penale è inserito il seguente:

«Art. 280-bis - (*Atto di terrorismo con ordigni micidiali o esplosivi*) - Chiunque per finalità di terrorismo compie qualsiasi atto diretto a danneggiare cose mobili o immobili altrui, mediante l'uso di armi, di dispositivi esplosivi o di altri dispositivi micidiali, è punito con la reclusione da due a cinque anni.

Per armi, dispositivi esplosivi o altri dispositivi micidiali si intendono:

1) ogni arma o ordigno esplosivo o incendiario progettato per o avente la capacità di causare la morte, gravi lesioni corporali o importanti danni materiali;

2) ogni arma o ordigno progettato per o avente la capacità di causare la morte, gravi lesioni corporali o importanti danni materiali, mediante l'emissione, la disseminazione o

l'impatto di prodotti chimici tossici, di agenti biologici, tossine o sostanze analoghe o irradiazioni o materie radioattive.

Se il fatto è diretto contro la sede della Presidenza della Repubblica, delle Assemblee legislative, del Governo, di altro organo istituzionale o altro ente pubblico, la pena è aumentata della metà.

Se dal fatto deriva pericolo per l'incolumità pubblica ovvero un grave danno per l'economia nazionale si applica la reclusione da sette a dodici anni.

La pena è della reclusione da dieci a quindici anni se dal fatto deriva la morte di una o più persone. La pena è della reclusione da tre a sette anni se dal fatto derivano lesioni gravissime a una o più persone. La pena è della reclusione da uno a cinque anni se dal fatto derivano lesioni gravi a una o più persone.

Le circostanze attenuanti concorrenti con le circostanze aggravanti previste nel presente articolo non possono essere ritenute equivalenti o prevalenti rispetto a queste».

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

الاتفاقية الدولية لقمع الهجمات
الإرهابية بالقنابل

制止恐怖主义爆炸事件的
国际公约

INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION
OF TERRORIST BOMBINGS

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DES ATTENTATS TERRORISTES À L'EXPLOSIF

МЕЖДУНАРОДНАЯ КОНВЕНЦИЯ О БОРЬБЕ
С БОМБОВЫМ ТЕРРОРИЗМОМ

CONVENIO INTERNACIONAL PARA LA REPRESIÓN DE LOS ATENTADOS
TERRORISTAS COMETIDOS CON BOMBAS



**CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DES ATTENTATS TERRORISTES À L'EXPLOSIF**



NATIONS UNIES
1997

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DES ATTENTATS
TERRORISTES À L'EXPLOSIF

Les États Parties à la présente Convention.

Avant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les États;

Profondément préoccupés par la multiplication, dans le monde entier, des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations,

Rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, en date du 24 octobre 1995,

Rappelant également la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à la résolution 49/60 que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée le 9 décembre 1994, dans laquelle les "États Membres de l'Organisation des Nations Unies réaffirment solennellement leur condamnation catégorique, comme criminels et injustifiables, de tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les États et les peuples et menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des États".

Notant que la Déclaration invite par ailleurs les États "à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question",

Rappelant en outre la résolution 51/210 du 17 décembre 1996 et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international qui y est annexée.

Notant également que les attentats terroristes perpétrés au moyen d'engins explosifs ou d'autres engins meurtriers sont de plus en plus courants.

Notant en outre que les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas de manière adéquate de ce type d'attentat.

Convaincus de la nécessité urgente de développer une coopération internationale entre les États pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir ce type d'actes terroristes et à en poursuivre et punir les auteurs,

Considérant que ces attentats sont un sujet de vive préoccupation pour la communauté internationale tout entière,

Notant que les activités des forces armées des États sont régies par des règles de droit international qui se situent hors du cadre de la présente Convention et que l'exclusion de certains actes du champ d'application de la Convention n'excuse ni ne rend licites des actes par ailleurs illicites et n'empêche pas davantage l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention :

1. "Installation gouvernementale ou publique" s'entend de tout équipement ou de tout moyen de transport de caractère permanent ou temporaire qui est utilisé ou occupé par des représentants d'un État, des membres du gouvernement, du parlement ou de la magistrature, ou des agents ou personnels d'un État ou de toute autre autorité ou entité publique, ou par des agents ou personnels d'une organisation intergouvernementale, dans le cadre de leurs fonctions officielles.

2. "Infrastructure" s'entend de tout équipement public ou privé fournissant des services d'utilité publique, tels l'adduction d'eau, l'évacuation des eaux usées, l'énergie, le combustible ou les communications.

3. "Engin explosif ou autre engin meurtrier" s'entend :

a) * De toute arme ou de tout engin explosif ou incendiaire qui est conçu pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en a la capacité; ou

b) De toute arme ou de tout engin qui est conçu pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en a la capacité, par l'émission, la dissémination ou l'impact de produits chimiques toxiques, d'agents biologiques, toxines ou substances analogues ou de rayonnements ou de matières radioactives.

4. "Forces armées d'un État" s'entend des forces qu'un État organise, entraîne et équipe conformément à son droit interne essentiellement aux fins de la défense nationale ou de la sécurité nationale, ainsi que des personnes qui agissent à l'appui desdites forces armées et qui sont placées officiellement sous leur commandement, leur autorité et leur responsabilité.

5. "Lieu public" s'entend des parties de tout bâtiment, terrain, voie publique, cours d'eau, et autre endroit qui sont accessibles ou ouvertes au public, de façon continue, périodique ou occasionnelle, et comprend tout lieu à usage commercial, culturel, historique, éducatif, religieux, officiel, ludique, récréatif ou autre qui est ainsi accessible ou ouvert au public.

6. "Système de transport public" s'entend de tous les équipements, véhicules et moyens, publics ou privés, qui sont utilisés dans le cadre de services de transport de personnes ou de marchandises accessibles au public.

Article 2

1. Commet une infraction au sens de la présente Convention toute personne qui illicitement et intentionnellement livre, pose, ou fait exploser ou détonner un engin explosif ou autre engin meurtrier dans ou contre un lieu public, une installation gouvernementale ou une autre installation publique, un système de transport public ou une infrastructure :

a) Dans l'intention de provoquer la mort ou des dommages corporels graves; ou

b) Dans l'intention de causer des destructions massives de ce lieu, cette installation, ce système ou cette infrastructure, lorsque ces destructions entraînent ou risquent d'entraîner des pertes économiques considérables.

2. Commet également une infraction quiconque tente de commettre une infraction au sens du paragraphe 1.

3. Commet également une infraction quiconque :

a) Se rend complice d'une infraction au sens des paragraphes 1 ou 2;

b) Organise la commission d'une infraction au sens des paragraphes 1 ou 2 ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre;

c) Contribue de toute autre manière à la commission de l'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1 ou 2 par un groupe de personnes agissant de concert; sa contribution doit être délibérée et faite soit pour faciliter l'activité criminelle générale du groupe ou en servir les buts, soit en pleine connaissance de l'intention du groupe de commettre l'infraction ou les infractions visées.

Article 3

La présente Convention ne s'applique pas lorsque l'infraction est commise à l'intérieur d'un seul État, que l'auteur présumé et les victimes de l'infraction sont des nationaux de cet État, que l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire de cet État, et qu'aucun autre État n'a de raison, en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention, d'établir sa compétence étant entendu que les dispositions des articles 10 à 15, selon qu'il convient, s'appliquent en pareil cas.

Article 4

Chaque État Partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour :

- a) Qualifier d'infraction pénale au regard de son droit interne les infractions visées à l'article 2 de la présente Convention;
- b) Réprimer lesdites infractions par des peines prenant dûment en compte leur gravité.

Article 5

Chaque État Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, une législation interne, pour assurer que les actes criminels relevant de la présente Convention, en particulier ceux qui sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans la population, un groupe de personnes ou chez des individus ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues, et qu'ils soient passibles de peines à la mesure de leur gravité.

Article 6

1. Chaque État Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 lorsque :
 - a) L'infraction a été commise sur son territoire;
 - b) L'infraction a été commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où l'infraction a été commise;
 - c) L'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants.
2. Chaque État Partie peut également établir sa compétence sur de telles infractions lorsque :
 - a) L'infraction est commise contre l'un de ses ressortissants;

b) L'infraction est commise contre une installation publique dudit État située en dehors de son territoire, y compris une ambassade ou des locaux diplomatiques ou consulaires dudit État;

c) L'infraction est commise par un apatride qui a sa résidence habituelle sur son territoire;

d) L'infraction est commise avec pour objectif de contraindre ledit État à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

e) L'infraction est commise à bord d'un aéronef exploité par le gouvernement dudit État.

3. Lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, chaque État Partie informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la compétence qu'il a établie en vertu de sa législation interne conformément au paragraphe 2. En cas de modification, l'État Partie concerné en informe immédiatement le Secrétaire général.

4. Chaque État Partie adopte également les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des États Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2.

5. La présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale établie par un État Partie conformément à son droit interne.

Article 7

1. Lorsqu'il est informé que l'auteur ou l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 2 pourrait se trouver sur son territoire, l'État Partie concerné prend les mesures qui peuvent être nécessaires conformément à sa législation interne pour enquêter sur les faits portés à sa connaissance.

2. S'il estime que les circonstances le justifient, l'État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction

prend les mesures appropriées en vertu de sa législation interne pour assurer la présence de cette personne aux fins de poursuites ou d'extradition.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 2 du présent article est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger les droits de ladite personne ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet État;

c) D'être informée des droits que lui confèrent les alinéas a) et b).

4. Les droits visés au paragraphe 3 s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'État sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 sont sans préjudice du droit de tout État Partie ayant établi sa compétence conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 ou à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 6 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. Lorsqu'un État Partie a placé une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les États Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6 et, s'il le juge opportun, tous autres États Parties intéressés. L'État qui procède à l'enquête visée au paragraphe 1 en communique rapidement les conclusions auxdits États Parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 8

1. Dans les cas où les dispositions de l'article 6 sont applicables, l'État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction est tenu, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard excessif et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet État. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de caractère grave conformément aux lois de cet État.

2. Chaque fois que, en vertu de sa législation interne, un État Partie n'est autorisé à extraditer ou à remettre un de ses ressortissants qu'à la condition que l'intéressé lui sera remis pour purger la peine qui lui a été imposée à l'issue du procès ou de la procédure pour lesquels l'extradition ou la remise avait été demandée, et que cet État et l'État requérant l'extradition acceptent cette formule et les autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, l'extradition ou la remise conditionnelle suffit pour dispenser l'État Partie requis de l'obligation prévue au paragraphe 1.

Article 9

1. Les infractions prévues à l'article 2 sont de plein droit considérées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États Parties avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les États Parties s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure par la suite entre eux.

2. Lorsqu'un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'État Partie requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 2. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article 2 comme cas

d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Les infractions prévues à l'article 2 sont, le cas échéant, considérées aux fins d'extradition entre États Parties comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des États ayant établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6.

5. Les dispositions de tous les traités ou accords d'extradition conclus entre États Parties relatives aux infractions visées à l'article 2 sont réputées être modifiées entre États Parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 10

1. Les États Parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible pour toute enquête ou procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées à l'article 2, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les États Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États Parties s'accordent cette entraide en conformité avec leur législation interne.

Article 11

Pour les besoins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre États Parties, aucune des infractions visées à l'article 2 n'est considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique, ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

Article 12

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat Partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 2 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations.

Article 13

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un Etat Partie dont la présence dans un autre Etat Partie est requise aux fins de témoignage ou d'identification ou en vue d'apporter son concours à l'établissement des faits dans le cadre de l'enquête ou des poursuites engagées en vertu de la présente Convention peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies :

a) Ladite personne y donne librement son consentement en toute connaissance de cause;

b) Les autorités compétentes des deux Etats concernés y consentent, sous réserve des conditions qu'ils peuvent juger appropriées.

2. Aux fins du présent article :

a) L'Etat vers lequel le transfert est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'Etat à partir duquel la personne a été transférée;

b) L'Etat vers lequel le transfert est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de remettre l'intéressé à la garde de l'Etat à partir duquel le transfert a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux Etats auront autrement décidé;

c) L'État vers lequel le transfert est effectué ne peut exiger de l'État à partir duquel le transfert est effectué qu'il engage une procédure d'extradition concernant l'intéressé;

d) Il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'État vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État à partir duquel il a été transféré.

3. À moins que l'État Partie à partir duquel une personne doit être transférée, conformément aux dispositions du présent article, ne donne son accord, ladite personne, quelle qu'en soit la nationalité, ne peut pas être poursuivie ou détenue ou soumise à d'autres restrictions à sa liberté de mouvement sur le territoire de l'État auquel elle est transférée à raison d'actes ou condamnations antérieures à son départ du territoire de l'État à partir duquel elle a été transférée.

Article 14

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou une procédure est engagée en vertu de la présente Convention se voit garantir un traitement équitable et tous les droits et garanties conformes à la législation de l'État sur le territoire duquel elle se trouve et aux dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

Article 15

Les États Parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article 2, en particulier :

a) En prenant toutes les mesures possibles, y compris, le cas échéant, en adaptant leur législation interne, afin de prévenir ou contrarier la préparation, sur leurs territoires respectifs, des infractions destinées à être commises à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs territoires, notamment des mesures interdisant sur leurs territoires les activités illégales d'individus, de groupes et d'organisations qui encouragent, fomentent, organisent, financent en connaissance de cause ou commettent les infractions visées à l'article 2;

b) En échangeant des renseignements exacts et vérifiés en conformité avec les dispositions de leur législation interne et en coordonnant les mesures administratives et autres prises, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration des infractions visées à l'article 2;

c) Le cas échéant, grâce à la recherche-développement portant sur les méthodes de détection d'explosifs et d'autres substances dangereuses pouvant causer la mort ou provoquer des dommages corporels, à des consultations sur l'établissement de normes pour le marquage des explosifs en vue d'en identifier l'origine lors des enquêtes effectuées à la suite d'explosions, à des échanges d'informations relatives aux mesures de prévention, à la coopération et au transfert de technologie, de matériel et de moyens connexes.

Article 16

L'État Partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, dans les conditions prévues par sa législation interne ou par les procédures applicables, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres États Parties.

Article 17

Les États Parties s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention dans le respect des principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États, ainsi que de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

Article 18

Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un État Partie à exercer sur le territoire d'un autre État Partie une compétence ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre État Partie par son droit interne.

Article 19

1. Aucune disposition de la présente Convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les États et les individus du droit international, en particulier les buts et principes de la Charte des Nations Unies, et du droit international humanitaire.

2. Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit international humanitaire, qui sont régies par ce droit ne sont pas régies par la présente Convention, et les activités menées par les forces armées d'un État dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas non plus régies par la présente Convention.

Article 20

1. Tout différend entre des États Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un de ces États. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout État peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1. Les autres États Parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers tout État Partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout État qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général.

Article 21

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États du 12 janvier 1998 au 31 décembre 1999, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.
2. La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 22

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour chacun des États qui ratifieront, accepteront ou approuveront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 23

1. Tout État Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies..

Article 24

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États.

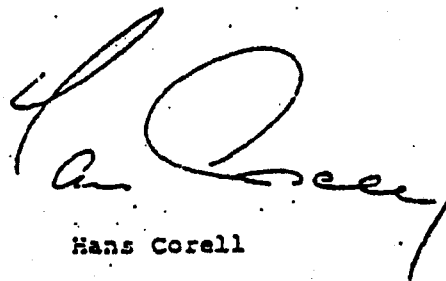
EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le 12 janvier 1998.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings, adopted by the General Assembly of the United Nations on 15 December 1997, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations:

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Hans Corell

United Nations, New York
12 January 1998

Organisation des Nations Unies
New York, le 12 janvier 1998

Traduzione non ufficiale**Convenzione internazionale per la repressione degli attentati terroristi con esplosivo**Gli Stati Parti alla presente Convenzione.

Tenendo a mente gli scopi ed i principi della Carta delle Nazioni Unite relativa al mantenimento della pace e della sicurezza internazionale ed allo sviluppo di relazioni di buon vicinato, di amicizia e di cooperazione fra gli Stati,

Profondamente preoccupati per la proliferazione nel mondo intero di atti di terrorismo in tutte le sue forme e manifestazioni,

Ricordando la Dichiarazione del cinquantesimo anniversario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del 24 ottobre 1995,

Ricordando inoltre la Dichiarazione sulle misure volte ad eliminare il terrorismo internazionale, allegata alla risoluzione 49/60 adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite il 9.12.1994, in cui gli "Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ribadiscono solennemente la loro categorica condanna, di tutti gli atti, metodi e prassi terroriste in quanto criminali et ingiustificabili, ovunque essi accadano e a prescindere di chi ne siano gli autori, in particolare degli atti che mettono a repentaglio i rapporti amichevoli fra Stati e popoli e minacciano l'integrità territoriale et la sicurezza degli Stati".

Notando che la Dichiarazione invita peraltro gli Stati "ad esaminare con urgenza la portata delle disposizioni giuridiche internazionali in vigore relative alla prevenzione, alla repressione ed all'eliminazione del terrorismo in tutte le sue forme e manifestazioni, al fine di assicurare l'esistenza di un ambito giuridico che copre tutti gli aspetti della questione",

Ricordando inoltre la risoluzione 51/210 del 17 dicembre 1996 e l'annessa Dichiarazione che completa la Dichiarazione del 1994 sulle misure volte ad eliminare il terrorismo internazionale,

Notando inoltre che gli attentati terroristi perpetrati per mezzo di ordigni esplosivi o altri ordigni micidiali sono sempre più diffusi,

Notando inoltre che gli strumenti giuridici multilaterali esistenti non trattano in modo adeguato questo tipo di attentato,

Convinti della necessità urgente di sviluppare una cooperazione internazionale fra gli Stati per l'elaborazione e l'adozione di misure efficaci volte a prevenire questo tipo di atti terroristi ed a perseguire e punire i loro autori,

Considerando che questi attentati sono un argomento di viva preoccupazione per l'intera comunità internazionale,

Notando che le attività delle forze armate degli Stati sono regolate da norme di diritto internazionale al di là dell'ambito della presente Convenzione, e che l'esclusione di alcuni atti dalla portata della Convenzione non giustifica né rende leciti atti peraltro illeciti, né preclude la possibilità di intentare procedimenti in base al dominio di altre leggi,

Articolo primo

Ai fini della presente Convenzione:

1. Per "struttura governativa o pubblica" s'intende ogni attrezzatura o mezzo di trasporto di natura permanente o temporanea utilizzato o occupato dai rappresentanti di uno Stato, dai membri del governo, del parlamento o della magistratura o dagli agenti o dal personale di uno Stato o altra autorità o ente pubblico, o dagli agenti o dal personale di un'organizzazione intergovernativa nell'ambito delle loro funzioni ufficiali.

2. Per "infrastruttura" s'intende ogni impianto pubblico o privato che fornisce servizi di utilità pubblica, come la conduzione d'acqua, l'evacuazione delle acque reflue, l'energia, il combustibile o le comunicazioni.

3. Per "ordigno esplosivo o altro ordigno micidiale" s'intende:

a) ogni arma o ordigno esplosivo o incendiario progettato per o avente la capacità di causare la morte, gravi lesioni corporali o importanti danni materiali, oppure

b) ogni arma o ordigno progettato per o avente la capacità di causare la morte, gravi lesioni corporali o importanti danni materiali, mediante l'emissione, la disseminazione o l'impatto di prodotti chimici tossici, di agenti biologici, tossine o sostanze analoghe o irradamenti o materie radioattive.

4. Per "forze armate di uno Stato" s'intendono le forze che uno Stato organizza, addestra ed equipaggia conformemente al suo diritto interno, essenzialmente ai fini della difesa nazionale o della sicurezza nazionale, nonché le persone che agiscono a titolo di appoggio a tali forze armate e che sono ufficialmente poste sotto il loro comando, autorità e responsabilità.

5. Per "sito pubblico" s'intendono le parti di qualsiasi edificio, terreno, via pubblica, corso d'acqua ed altro luogo accessibile o aperto al pubblico in modo continuativo, periodico o occasionale, ivi compreso ogni luogo destinato ad un uso commerciale, culturale, storico, istruttivo, religioso, ufficiale, ludico, ricreativo o di altro genere e che è di conseguenza accessibile o aperto al pubblico.

6. Per "sistema di trasporto pubblico" s'intendono tutte le attrezzature, mezzi e veicoli, pubblici e privati, che sono utilizzati nell'ambito dei servizi di trasporto di persone o di merci accessibili al pubblico.

Articolo 2

1. Commette reato ai sensi della presente Convenzione ogni persona che illecitamente e intenzionalmente consegna, colloca o fa esplodere o detonare un ordigno esplosivo o altro ordigno micidiale in o contro un sito pubblico, una struttura governativa, o altro impianto pubblico, un sistema di trasporto pubblico o un'infrastruttura:

a) nell'intento di provocare la morte o gravi lesioni corporali; oppure

b) nell'intento di causare massicce distruzioni di tale sito, struttura, sistema o infrastruttura, quando tali distruzioni comportino o rischino di comportare perdite economiche considerevoli.

- 1.
2. **Commisce altresì reato chiunque tenta di commettere un'infrazione ai sensi del paragrafo**
 3. **Commisce altresì reato chiunque:**
 - a) **si rende complice di un'infrazione penale ai sensi dei paragrafi 1 o 2;**
 - b) **organizza la perpetrazione di un'infrazione penale ai sensi dei paragrafi 1 o 2 o ordina ad altre persone di commetterla;**
 - c) **contribuisce in ogni altro modo alla perpetrazione di una o più delle infrazioni di cui ai paragrafi 1 o 2 da parte di un gruppo di persone agenti di comune accordo; tale partecipazione deve essere deliberata, e fornita sia per agevolare l'attività criminale generale del gruppo o servire ai suoi scopi, sia con piena cognizione dell'intento del gruppo di commettere l'infrazione o le infrazioni in questione.**

Articolo 3

La presente Convenzione non si applica quando il reato è commesso all'interno di un solo Stato ed il presunto autore e le vittime del reato sono cittadini di questo Stato, quando il presunto autore del reato si trova sul territorio di questo Stato, e nessun altro Stato ha motivo, ai sensi del paragrafo 1 o del paragrafo 2 dell'articolo 6 della presente Convenzione, di far valere la sua giurisdizione, restando inteso che in tal caso si applicano le disposizioni degli articoli 10 a 15, a seconda di come convenga.

Articolo 4

Ciascuno Stato Parte prende le misure che possono essere necessarie per :

- a) **qualificare di reato, con riferimento alla propria legislazione interna, le infrazioni di cui all'articolo 2 della presente Convenzione;**
- b) **punire tali infrazioni con pene che tengano debitamente conto della loro gravità.**

Articolo 5

Ciascuno Stato parte adotta le misure eventualmente necessarie e se del caso una legislazione interna, per garantire che gli atti criminali che rientrano nella portata della presente Convenzione in particolare quelli progettati o calcolati al fine di suscitare terrore nella popolazione o in gruppi di persone o di individui, non possano in alcun modo essere giustificati da considerazioni di natura politica, filosofica, ideologica, razziale, etnica, religiosa o da altri motivi analoghi, e che tali atti siano passibili di pene commisurate alla loro gravità.

Articolo 6

1. Ciascuno Stato Parte adotta le misure necessarie per determinare la sua competenza per quanto concerne i reati di cui all'articolo 2, quando:

- a) il reato è stato commesso sul suo territorio;
- b) il reato è stato commesso a bordo di una nave che batte la sua bandiera, o di un'aeronave immatricolata secondo la sua legislazione nel momento in cui il reato è stato commesso;

c) il reato è stato commesso da uno dei suoi cittadini.

2. Ciascuno Stato Parte può inoltre determinare la sua competenza per tali reati, quando:

- a) il reato è stato commesso contro uno dei suoi cittadini;
- b) il reato è stato commesso contro una struttura pubblica di tale Stato situata all'esterno del suo territorio, ivi compresa un'ambasciata o i locali diplomatici o consolari di tale Stato;
- c) il reato è stato commesso da un apolide che ha la residenza abituale sul territorio di detto Stato;
- d) il reato è stato commesso per costringere lo Stato a commettere un atto qualsiasi o ad astenersi dallo stesso;
- e) il reato è stato commesso a bordo di un'aeronave gestita dal governo di detto Stato.

3. Al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione della presente Convenzione o dell'adesione alla stessa, ogni Stato Parte informa il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite circa la competenza che ha stabilito in forza della sua legislazione interna secondo il paragrafo 2. In caso di modifica, lo Stato Parte interessato ne informa immediatamente il Segretario Generale.

4. Ciascuno Stato Parte adotta inoltre le misure eventualmente necessarie per la determinazione della sua giurisdizione relativamente ai reati di cui all'articolo 2, quando il presunto autore del reato si trovi sul territorio di detto Stato e non sia estradato verso uno qualsiasi degli Stati Parti che hanno determinato la loro giurisdizione secondo i paragrafi 1 e 2.

5. La presente Convenzione non esclude l'esercizio di alcuna competenza penale determinata da uno Stato Parte secondo il suo diritto interno.

Articolo 7

1. Quando è informato che l'autore, o il presunto autore di un reato di cui all'articolo 2 potrebbe trovarsi sul suo territorio, lo Stato Parte interessato prende le misure necessarie, in conformità alla sua legislazione interna, per indagare sui fatti di cui viene a conoscenza.

2. Se ritiene che le circostanze lo giustificano, lo Stato Parte sul cui territorio l'autore o il presunto autore dell'infrazione si trovano, prende le misure appropriate, in forza della sua legislazione interna, per fermare questa persona ai fini di procedimenti o di estradizione.

3. Ogni persona, nei cui confronti sono prese le misure di cui al paragrafo 2 del presente articolo, ha diritto:

a) di mettersi in contatto senza indugio con il più vicino rappresentante qualificato dello Stato di cui ha la nazionalità o che è in altro modo abilitato a proteggere i suoi diritti, oppure, se si tratta di un apolide, dello Stato sul cui territorio ha la sua residenza abituale;

b) di ricevere la visita di un rappresentante di questo Stato;

c) di essere informata dei diritti che le sono conferiti dai capoversi a) e b).

4. I diritti di cui al paragrafo 3 si esercitano nell'ambito delle leggi e dei regolamenti dello Stato sul cui territorio l'autore o il presunto autore del reato si trovano, restando inteso tuttavia che queste leggi e regolamenti devono consentire la piena realizzazione dei fini per i quali i diritti sono concessi ai sensi del paragrafo 3.

5. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 non pregiudicano il diritto di ogni Stato Parte che ha stabilito la sua giurisdizione secondo il capoverso c) del paragrafo 1, o il capoverso c) del paragrafo 2 dell'articolo 6, di invitare il Comitato internazionale della Croce Rossa a mettersi in contatto con il presunto autore del reato ed a fargli visita.

6. Uno Stato Parte che ha posto in detenzione una persona secondo le norme del presente articolo informa immediatamente, direttamente o per il tramite del Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, gli Stati Parti che hanno stabilito la loro giurisdizione secondo i paragrafi 1 e 2 dell'articolo 6 e, se lo ritiene opportuno, tutti gli altri Stati Parti interessati, per quanto riguarda tale detenzione e le circostanze che la giustificano. Lo Stato che procede all'inchiesta di cui al paragrafo 1, ne comunica rapidamente le conclusioni a tali Stati Parti, indicando loro se intende esercitare la propria giurisdizione.

Articolo 8

1. Nei casi in cui sono applicabili le norme dell'articolo 6, lo Stato Parte sul cui territorio si trova il presunto autore del reato ha l'obbligo, se non lo estrada, di sottoporre il suo caso senza eccessivo ritardo e senza eccezione, a prescindere se il reato è stato o meno commesso sul suo territorio, alle sue autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale secondo una procedura conforme alle leggi di detto Stato. Tali autorità prendono la loro decisione in base alle stesse condizioni di quelle previste per ogni altro reato di natura grave, in conformità alle leggi di detto Stato.

2. Ogni qualvolta uno Stato Parte sia autorizzato, in forza della sua legislazione interna, ad estradare o a consegnare uno dei suoi cittadini in base alla condizione esclusiva che l'interessato gli sarà restituito per scontare la pena inflittagli al termine del processo o della procedura nell'ambito della quale l'extradizione o la consegna era stata richiesta, e che questo Stato e lo Stato che richiede l'extradizione accettano questa soluzione ed altre condizioni che possono ritenere appropriate,

l'extradizione o la consegna condizionale sono sufficienti per dispensare lo Stato Parte richiesto dall'obbligo previsto al paragrafo 1.

Articolo 9

1. I reati di cui all'articolo 2 sono considerati casi di estradizione a pieno diritto in qualsiasi trattato di estradizione stipulato fra gli Stati Parti prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione. Gli Stati Parti s'impegnano a considerare tali reati come casi di estradizione in ogni trattato di estradizione da concludere in seguito tra di loro.

2. Quando uno Stato Parte che subordina l'extradizione all'esistenza di un trattato, è investito di una richiesta di estradizione da un altro Stato Parte al quale non è legato da un trattato di estradizione, lo Stato Parte richiesto ha facoltà di considerare la presente Convenzione come base giuridica per l'extradizione relativamente ai reati previsti all'articolo 2. L'extradizione è subordinata alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

3. Gli Stati Parte che non subordinano l'extradizione all'esistenza di un trattato, riconoscono i reati previsti all'articolo 2 come casi di estradizione fra di loro, alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

4. I reati di cui all'articolo 2 sono, se del caso, considerati ai fini dell'extradizione fra Stati Parti come essendo stati commessi sia sul luogo della loro perpetrazione sia sul territorio degli Stati che hanno stabilito la loro giurisdizione secondo i paragrafi 1 e 2 dell'articolo 6.

5. Le norme di tutti i trattati o accordi di estradizione conclusi fra Stati Parti, relative ai reati di cui all'articolo 2 sono considerate come essendo modificate fra Stati Parti qualora siano incompatibili con la presente Convenzione.

Articolo 10

1. Gli Stati Parti si concedono a vicenda per quanto possibile la più ampia assistenza giudiziaria per ogni inchiesta o procedura penale o procedura di estradizione relativa ai reati di cui all'articolo 2, ivi compreso per l'ottenimento degli elementi di prova di cui dispongono e che sono necessari ai fini della procedura.

2. Gli Stati Parti adempiono agli obblighi che incombono loro in forza del paragrafo 1 in conformità con qualsiasi trattato o accordo di assistenza giudiziaria eventualmente esistente fra di loro. In mancanza di tale trattato o accordo, gli Stati Parti si concedono a vicenda tale assistenza giudiziaria secondo la loro legislazione interna.

Articolo 11

Ai fini dell'extradizione o dell'assistenza giudiziaria fra Stati Parti, nessuno dei reati di cui all'articolo 2 è considerato come reato politico, reato connesso ad un reato politico o reato ispirato da moventi politici. Di conseguenza, una richiesta di estradizione o di assistenza giudiziaria fondata su un tale reato non potrà essere respinta per il solo motivo che verte su un reato politico, un reato connesso ad un reato politico o un reato ispirato da moventi politici.

Articolo 12

Nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere interpretata nel senso di implicare l'obbligo dell' estradizione o dell'assistenza giudiziaria, quando lo Stato Parte richiesto abbia fondati motivi di ritenere che la richiesta di estradizione per i reati di cui all'articolo 2 o la domanda di assistenza relativa a tali reati è stata presentata per perseguire o punire una persona sulla base di considerazioni legate alla razza, alla religione, alla nazionalità, all'origine etnica o alle opinioni politiche, oppure che l'acconsentire a questa richiesta potrebbe danneggiare la situazione di tale persona per uno qualsiasi dei sopracitati motivi.

Articolo 13

1. Una persona detenuta o che sconta una pena sul territorio di uno Stato Parte e la cui presenza è richiesta in un altro Stato Parte sia per fornire una testimonianza, o a fini di identificazione, o per dare il suo contributo alla determinazione dei fatti nell'ambito di un'inchiesta o di procedimenti intentati in forza della presente Convenzione, può essere trasferita purché siano soddisfatte le seguenti condizioni:

a) la persona consente liberamente con cognizione di causa al trasferimento;

b) le autorità competenti dei due Stati interessati vi consentono, fatte salva ogni condizione che possono giudicare appropriata.

2. Ai fini del presente articolo:

a) lo Stato verso il quale è effettuato il trasferimento, ha il potere e l'obbligo di mantenere la persona interessata in detenzione, salvo richiesta o autorizzazione contraria dello Stato dal quale detta persona trasferita proviene;

b) lo Stato verso il quale è effettuato il trasferimento, adempie senza indugio all'obbligo di consegnare l'interessato alla custodia dello Stato dal quale il trasferimento è stato effettuato, secondo quanto convenuto preliminarmente o diversamente deciso dalle autorità competenti dei due Stati;

c) lo Stato verso il quale il trasferimento è effettuato, non può esigere dallo Stato dal quale il trasferimento è effettuato che intraprenda una procedura di estradizione contro l'interessato;

d) si tiene conto del periodo che l'interessato ha trascorso in detenzione nello Stato verso il quale è stato trasferito ai fini del computo della pena da scontare nello Stato dal quale è stato trasferito.

3. A meno che lo Stato Parte dal quale la persona deve essere trasferita in conformità alle disposizioni del presente articolo non dia il suo accordo, tale persona, a prescindere dalla sua nazionalità, non può essere perseguita, detenuta o sottoposta ad altre restrizioni della sua libertà di movimento sul territorio dello Stato nel quale è trasferita, in ragione di atti o condanne precedenti alla sua partenza dal territorio del primo Stato.

Articolo 14

Ad ogni persona posta in detenzione o che è oggetto di ogni altra misura o procedura intentata ai sensi della presente Convenzione, sarà garantito un trattamento equo nonché tutti i diritti e le garanzie in conformità alla legislazione dello Stato dove si trova ed alle disposizioni applicabili del diritto internazionale, ivi comprese quelle relative ai diritti dell'uomo.

Articolo 15

Gli Stati collaborano alla prevenzione dei reati previsti all'articolo 2, ed in modo particolare:

a) prendono tutte le misure possibili, se del caso adattando la loro legislazione interna, in vista di prevenire o di contrastare la preparazione sui loro rispettivi territori di reati destinati ad essere commessi all'interno o all'esterno dei loro territori, in modo particolare le misure che vietano sui loro territori le attività illegali di individui, gruppi o organizzazioni che incoraggiano, istigano, organizzano o finanziano con cognizione di causa o commettono i reati di cui all'articolo 2;

b) si scambiano informazioni esatte e verificate, in conformità alle norme delle loro legislazioni interne, e coordinano le misure amministrative e le altre misure eventualmente prese per prevenire la perpetrazione dei reati di cui all'articolo 2;

c) procedono, ove necessario, grazie alla ricerca-sviluppo vertente sui metodi di rilevamento di esplosivi e di altre materie pericolose suscettibili di causare la morte o di causare danni corporali - a consultazioni in merito alla elaborazione di norme sulla marcatura degli esplosivi, in vista di individuare la loro origine nelle inchieste effettuate a seguito di esplosioni; a scambi di informazioni relative alle misure di prevenzione, alla cooperazione e al trasferimento di tecnologia, di materiale e di mezzi connessi.

Articolo 16

Lo Stato Parte nel quale un'azione penale è stata intentata contro il presunto autore del reato, comunica, secondo le condizioni previste dalla sua legislazione interna o dalle procedure applicabili, il risultato definitivo al Segretario Generale delle Nazioni Unite il quale ne informa gli altri Stati Parti.

Articolo 17

Gli Stati Parti adempiono agli obblighi che derivano dalla presente Convenzione, nel rispetto dei principi dell'uguaglianza sovrana e dell'integrità territoriale degli Stati, nonché della non-interferenza negli affari interni degli altri Stati.

Articolo 18

Nessuna disposizione della presente Convenzione abilita uno Stato Parte ad esercitare sul territorio di un altro Stato Parte una competenza o delle funzioni che sono esclusivamente riservate alle autorità di questo altro Stato Parte dalla sua legislazione interna

Articolo 19

1. Nessuna disposizione della presente Convenzione modifica gli altri diritti, obblighi e responsabilità che derivano agli Stati ed agli individui dal diritto internazionale, in particolare gli scopi ed i principi della Carta delle Nazioni Unite e del diritto internazionale umanitario.

2. Le attività delle forze armate in periodo di conflitto armato, in base al significato dato a questi termini nel diritto internazionale umanitario, e che sono disciplinate da tale diritto, non sono regolamentate dalla presente Convenzione; le attività svolte dalle forze armate di uno Stato nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali, non sono neanche esse regolamentate dalla presente Convenzione, in quanto disciplinate da altre norme del diritto internazionale.

Articolo 20

1. Ogni controversia fra Stati Parti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non può essere risolta per via negoziale entro un ragionevole periodo di tempo sarà sottoposta ad arbitrato a richiesta di uno di tali Stati. Se, entro i sei mesi che seguono la data della richiesta di arbitrato, le parti non raggiungono un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia, presentando un ricorso secondo lo Statuto della Corte.

2. Ogni Stato può, nel momento in cui firma, ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce, dichiarare che non si considera vincolato dalle norme del paragrafo 1. Gli altri Stati Parti non sono vincolati da tali disposizioni nei confronti di qualsiasi Stato Parte che ha formulato questa riserva.

3. Ogni Stato che ha formulato una riserva secondo le norme del paragrafo 2 può in qualsiasi momento sciogliere tale riserva mediante una notifica indirizzata al Segretario Generale.

Articolo 21

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati dal 12 gennaio 1998 al 31 dicembre 1999, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

2. La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione è aperta all'adesione di ogni Stato. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 22

1. Le presente Convenzione entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del ventiduesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2 Per ciascuno degli Stati che ratifica, accetta o approva la Convenzione o che vi aderisce dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la Convenzione entra in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito da parte di questo Stato del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 23

1. Ogni Stato Parte può denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia ha effetto un anno dopo la data in cui la notifica è stata ricevuta dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 24

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, spagnola e russa fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che ne farà avere copia certificata conforme a tutti gli Stati.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti debitamente autorizzati a tal fine dai loro rispettivi governi, hanno firmato la presente Convenzione che è stata aperta alla firma a New York, il 12 gennaio 1998.